

AR PREFECTURE

006-210601597-20180919-09_19_09_2018-DE
Regu le 25/09/2018

Acte rendu exécutoire après dépôt

En préfecture du
Et publication en mairie du

25/9/18
25/9/18



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE NICE

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal
REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 SEPTEMBRE 2018 À 18H00

L'an deux mille dix-huit, le dix-neuf septembre, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le treize, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Christophe TROJANI, Maire.

Conseillers
Municipaux en
exercice : 29

Présents : 22

Votants : 28

Étaient Présents : Monsieur André BEZZINA Madame Catherine BARRAJA, Madame Joëlle BRAVETTI, Monsieur Jean-Louis ZAMBERNARDI, Madame Juliana CHICHMANIAN, Monsieur Jean-Louis BAUCHET, Madame Christiane FROUË, Madame Marie ADAMO-BRONSONE, Monsieur André BIANCHERI, Madame Isabelle PALAZZOLLI, Monsieur Bernard REBUFFEL, Madame Monique LAUGIER, Madame Claudine KHOKHLOV, Monsieur Joseph COSENTINO, Madame Anne RAINAUD, Monsieur Jean-François GIAUME, Monsieur Régis BELLI, Monsieur Richard CONTE, Madame Patricia DEGUS, Madame Christine PETRUCCELLI, Madame Marie-Paule ZANOTTI

Absents avec procuration

Madame Pasquale HATTEMBERG donne procuration à Madame Christiane FROUTE
Monsieur Jean-Paul GEAY donne procuration à Madame Marie ADAMO-BRONSONE
Madame Gisèle AMEDEO donne procuration à Madame Catherine BARRAJA
Monsieur Robert BOJANOVICH donne procuration à Monsieur Jean-François GIAUME
Monsieur Florian VIALLA donne procuration à Madame Monique LAUGIER
Monsieur Jean-Pierre MANGIAPAN donne procuration à Madame Christine PETRUCCELLI

Absents excusés :

- Monsieur Cédric CIRASA

Monsieur Régis BELLI est élu secrétaire de séance.

9/ OBJET : INFORMATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR MONSIEUR LE MAIRE PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL (ARTICLE L2122-22 DU CGCT)

Maître André BEZZINA, expose à ses collègues

Par délibération du 16 avril 2014, le Conseil Municipal a délégué à Monsieur le Maire un certain nombre d'attributions limitativement énumérées.

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, celui-ci doit en rendre compte au Conseil Municipal :

1) Décisions prises par le Maire portant autorisation d'ester en justice

demandeur	l'objet	la juridiction saisie	date de la requête ou de l'assignation
M. et Mme BARET	recours en vue d'annuler l'arrêté du 27 novembre 2017 délivrant un permis de construire au 10 ave Général Gallieni à la SA Logis Familial	TA de Nice	requête du 14 mai 2018 affaire confiée au cabinet DMS
M. BENZA	recours en vue d'annuler l'arrêté du 27 novembre 2017 délivrant un permis de construire au 10 ave Général Gallieni à la SA Logis Familial	TA de Nice	requête du 15 mai 2018 affaire confiée au cabinet DMS
Le syndicat des copropriétaires Villa Elisabeth et Mme MOZZICONACCI-MARSAULT	recours en vue d'annuler l'arrêté du 27 novembre 2017 délivrant un permis de construire au 10 ave Général Gallieni à la SA Logis Familial	TA de Nice	requête du 29 mai 2018 affaire confiée au cabinet DMS
M. WILCKE	recours en vue d'annuler l'arrêté de déclaration préalable du 26 décembre 2017 rejetant la demande de permis de construire modificatif déposée le 25 juillet 2017, complétée le 13 octobre 2017, et ayant pour objet le déplacement du garage enterré et la modification de la piscine, villa Bonheur au 43 Bd de la Corne d'Or	TA de Nice	requête du 7 juin 2018 affaire confiée au cabinet DMS

2) Conclusion d'une convention d'occupation de locaux

demandeur	objet	date	durée	redevance annuelle
Association « Villefranche Tennis Club »	Convention d'occupation des locaux et courts de tennis de l'Ange Gardien	06/07/18	6 ans renouvelable expressément une fois	200 €



Le Maire,

Pr. Christophe TROJANI

La présente délibération est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa date d'exécution.

- soit en exerçant un recours administratif (gracieux ou hiérarchique)
- soit en exerçant un recours contentieux devant les juridictions administratives